

« SI ON LAISSE DIEU S'INSTALLER À L'ÉCOLE, ALORS JE N'AI PLUS RIEN À Y FAIRE... »

C'est une histoire glaçante. Celle de P., 37 ans, prof de français dans un lycée du Gard, douze ans d'ancienneté. Il a « décroché » une première fois à la rentrée de 2014. « De plus en plus de gamins n'avaient plus que cette phrase à la bouche : "M'sieur, sur le Coran, je vous jure que..." » P. essaie de comprendre. Mais très vite il saisit que ces mômes sont d'un analphabétisme religieux presque total : « Ils ne fréquentaient pas la mosquée, ils ignoraient tout du Coran. Je les sentais de plus en plus agressifs avec moi, ils insultaient les jeunes filles portant des jeans trop serrés ou des jupes trop courtes. Je ne te parle même pas des gays, ils en prenaient par leur grade... »

C'est en janvier 2015, après les attentats, que P. a fini par craquer : « Ils ont refusé de se lever et d'honorer la mémoire des morts pendant la minute de silence en classe. Pire : l'un d'entre eux a murmuré : "Sur le Coran, c'est bien fait pour eux..." Le tout ponctué d'un "Allah akbar" qui résonne encore dans ma tête. » La suite ? Un calvaire pour P. « J'en ai parlé à ma hiérarchie, à mes collègues. Mais tous m'ont dit : "Pas d'histoire, P., laisse tomber, ce sont des petits crétins." Tout le monde avait la trouille devant ces élèves. J'ai essayé de discuter avec eux, mais la guerre en Syrie revenait en boucle. Ils étaient fascinés par Daech, par tous ceux qui s'enrôlaient pour faire le djihad là-bas. »

Au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, P. prend sa décision quand il se rend compte que tout le personnel éducatif est tétanisé à l'idée d'évoquer le carnage à Paris : « C'était de la lâcheté. Quant aux élèves, leur regard n'exprimait que du mépris parce que j'évoquais le respect de la laïcité dans mon enseignement. Comme j'ai refusé de me mettre en maladie, je suis parti. Si on laisse Dieu s'installer à l'école, alors je n'ai plus rien à y faire... »

Des histoires comme celle-ci, Bernard Ravet, ancien principal de collège à Marseille², nous en avait beaucoup raconté pour Charlie³. Notamment de jeunes enseignantes démissionnaires, lassées d'être traitées de « salopes ». Il nous avait conseillé de rencontrer Jean-Pierre Obin, un ancien inspecteur général de l'Éducation nationale : « Tout ce qui se produit aujourd'hui, il l'avait écrit dans un rapport qui est resté enterré pendant... onze ans. Un vrai scandale ! »

Que disait ce rapport sur « Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires », remis en juin 2004 ? Pourquoi les gouvernements successifs sous Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande l'ont-ils dissimulé au grand public ? La réponse tombe comme la foudre : « Chez les politiques au plus haut niveau, raconte J.-P. Obin, mais aussi au niveau des recteurs et des inspecteurs d'académie, c'était le "surtout pas de vagues" qui prévalait. Il y avait toujours une bonne raison de le dissimuler : la crainte de répression sur des otages français à Bagdad, la montée du FN, la peur d'être traités de racistes ; et le plus souvent l'incapacité pour les élites de traiter intelligemment le problème de la montée en puissance de l'islam dans les établissements scolaires. » Soulignant de graves manquements à la laïcité au sein d'une soixantaine de collèges et de lycées dans une vingtaine de départements, le rapport Obin¹ prenait avant tout le soin d'évoquer « la ségrégation dont sont victimes ces populations [d'origine immigrée] devant l'accès à l'habitat, à l'emploi et aux loisirs, du fait de la xénophobie et du racisme ». Obin abor-

dait aussi la ghettoïsation massive des cités populaires, affirmant qu'il ne fallait pas être devin pour comprendre que « l'infériorisation de cette injustice porte toute une jeunesse vers le ressentiment, le repli et parfois la radicalisation » dans nos écoles.

« UNE PARTIE DE LA JEUNESSE ÉTAIT EN TRAIN DE FAIRE SÉCESSION »

Après ces constats, Jean-Pierre Obin lève aujourd'hui le voile sur de nombreuses atteintes à la laïcité : « Une partie de la jeunesse était en train de faire sécession par rapport à la nation française. Nous avons remarqué le nombre très élevé de scolaires qui criaient "à bas la France !". Mais, dans l'enceinte scolaire, ces atteintes prenaient d'autres formes : voile ou tenue islamique complète, exigences concernant les repas pris à la cantine, absentéisme massif lors des fêtes religieuses. Dans certains cas, les élèves les plus âgés revendiquaient le droit d'installer des lieux de prière dans les gymnases. Les périodes de ramadan, notamment, étaient l'occasion d'un prosélytisme notable de la part de groupes qui souhaitaient imposer une vision particulièrement radicale de l'islam. »

Le rapport Obin évoquait aussi à la sortie des écoles « ces femmes entièrement couvertes de noir, [...], parfois un pliant à la main pour qu'elles n'aient pas à s'asseoir sur un endroit "impur" [...]. Encore ces "Belphegor", [...], ne sont-elles pas les plus mal traitées, car il y a toutes ces mères qui ne viennent plus dans les écoles chercher leurs enfants, [...] contraintes de déléguer cette tâche à un aîné ou une voisine, car elles sont totalement recluses à leur domicile ». Le pire dans ce contexte ? Cette « école [qui] a dû organiser un "sas", sans fenêtre, où la directrice peut deux fois par jour reconnaître les mères avant de leur rendre leurs enfants ».

La lecture des 37 pages du rapport donne le vertige. Chapitre après chapitre, on découvre des phrases terribles : « Dans telle cité, on nous dit que les filles doivent rester le week-end en pyjama afin de ne pouvoir ne serait-ce que sortir au pied de l'immeuble. Dans tel lycée elles enfilent leur ►►►

►►► manteau avant d'aller au tableau afin de n'éveiller aucune concupiscence. Presque partout la mixité est dénoncée, pourchassée et les lieux mixtes comme les cinémas, les centres sociaux et les équipements sportifs interdits. À plusieurs reprises on nous a parlé de la recrudescence des mariages traditionnels, "forcés" ou "arrangés", dès 14 ou 15 ans. Beaucoup de jeunes filles se plaignaient de l'ordre moral imposé par les "grands frères"...

«IL FALLAIT METTRE LE COUVERCLE SUR LA MARMITE, QUITTE À CE QU'ELLE EXPLOSE.»

Au printemps 2004, le rapport paraît tellement explosif à certaines grosses huiles de l'Éducation nationale – «il risquait de stigmatiser les musulmans» – que François Fillon attend neuf mois avant de le publier le plus discrètement du monde sur le site du ministère. «Un recteur indigné m'avait rétorqué que tout cela n'existait pas! proteste J.-P. Obin. Il fallait mettre le couvercle sur la marmite, quitte à ce qu'elle explose plus tard...»

C'est la double tragédie de janvier 2015 à Paris qui pousse François Hollande à extraire ce rapport des ténèbres dans lesquelles il avait disparu. Un soulagement considérable pour son auteur. Mais aussi un sentiment d'échec : «J'ai fait mon travail de manière irréprochable, mais je sais que les atteintes à la laïcité se sont aggravées depuis 2004. Il nous faut soutenir le corps enseignant de toutes nos forces. Ne rien céder à ceux qui voudraient défaire la loi de 1905 sous prétexte qu'elle est liberticide...»

Mais pour beaucoup de collègues de J.-P. Obin, tel H. L., ancien inspecteur de l'Éducation nationale, son rapport n'est qu'une «supercherie», «une série de témoignages sans aucune valeur scientifique...» Derrière toutes ces questions, nous dit H. L. au téléphone, se pose celle du rapport à l'autorité dans les établissements scolaires. «Les "territoires perdus" d'Obin

Ces Profs qui se radicalisent en classe!



on fait du mal à l'école. Après les attentats de 2015, ce ne sont pas tant les paroles des enfants qui ont été un problème, mais la place qu'on leur laisse pour dire des bêtises.»

En vérité, Obin a montré la voie. Son travail nous permet aujourd'hui de raconter l'histoire de P., notre copain ex-prof dans le Gard. Mais aussi le parcours mouvementé d'Anne-Sophie Nogaret¹, prof de philo rencontrée à Rouen. En septembre 2017, la jeune femme qui exerce depuis une quinzaine d'années rend son tablier : un an de mise à dispo. «Ça faisait un moment que ça bouillait dans ma tête. Je ne supportais plus le "pédagogisme", l'égalitarisme et le renoncement à l'autorité. Il fallait que j'arrête, sinon je devenais dingue...» Dingue? Anne-Sophie a failli sombrer dans la dépression à la suite d'une altercation avec une élève : «Je l'ai sanctionnée de quelques heures de colle parce qu'elle m'avait insultée. Certains de mes collègues m'ont traitée d'islamophobe parce qu'elle était d'origine africaine et musulmane. Mais si je l'ai punie, c'est parce qu'elle avait été gros-

sière et violente dans ses propos! Ces profs considèrent que ce n'est pas aux musulmans de respecter la laïcité à l'école, mais à la laïcité de s'adapter à eux!

«L'ADMINISTRATION NOUS LÂCHE.»

Un coup de massue. Mais rien qui ne l'étonne. «La religion s'impose de plus en plus. Et l'administration nous lâche. Un jour, je me suis opposée à une jeune fille qui portait le voile en cours. Le proviseur m'a engueulée devant tout le monde en me disant que c'était l'interdit qui suscitait le désir. La brèche ouverte au plus haut niveau du lycée, mes élèves qui revendiquent leur salafisme s'y engouffrent! Elles pratiquent ce que j'appelle l'"effet de groupe": un jour, elles viennent en groupe d'une vingtaine, la tête recouverte d'un turban qui n'est rien d'autre qu'un symbole religieux; le lendemain, elles refusent de s'asseoir à côté des garçons, toujours par respect pour "leur islam".» Anne-Sophie Nogaret est persuadée que tout

«QUAND IL Y A LE FEU DANS UN BAHUT, ON FAIT APPEL À MOI...»

«Je suis sincèrement désolé. Je vous parle. Mais ne dites pas qui je suis, ni où je travaille. Sinon, je serai immédiatement sanctionné par mon rectorat...»

— Juste parce que nous dialoguons ensemble?

— Je suis tenu au devoir de réserve...»

Nous l'appellerons donc Mathieu. Son job? Principal dans un collège de l'Essonne. Son âge? C'est son atout principal : «Quand il y a le feu dans un bahut, on fait appel à moi...» Sa dernière intervention? «Mon prédécesseur avait autorisé le port du voile pour les jeunes filles pendant le ramadan. Il avait aussi autorisé des salles de prière dans l'établissement!

Mais pourquoi le rectorat n'a rien dit, rien fait? On a vite résolu le problème : dialogue, communication, autorité. Et surtout entente quasi parfaite avec toute la communauté éducative de mon établissement et surtout les parents. On ne lâche jamais rien sur la laïcité!»

Mais tout n'est pas aussi simple que ça : «La ville? Un ghetto qui concentre tous les problèmes de la société, regrette Mathieu. Mon collège? Aucune mixité sociale : tous Français, mais 96% d'enfants originaires d'Afrique subsaharienne, 2% de gamins dont les parents sont d'origine maghrébine. Les 2% restants sont originaires de Turquie. Quant aux gamins de

confession juive, ils sont tous partis dans des écoles privées par crainte de représailles.» Le combat est permanent, donc? «Oui, parce qu'il faut toujours être à l'écoute de l'environnement. Longtemps je me suis demandé pourquoi certains élèves ne parlaient plus que de religion au collège. J'ai compris qu'ils étaient intoxiqués par une association intégrée au lieu de prière local. On a donc mis en place une option langue arabe littéraire pour faire un pied de nez aux mosquées ou associations dans lesquelles on y enseigne une interprétation radicale du Coran. Quelques mois après, le problème était réglé. Les plus religieux de mes gamins étaient rentrés dans le rang...»

C. A. et N. H.

« LE PIRE, C'EST DE NE RIEN FAIRE »

L. est proviseur dans les Yvelines. Une cité qui détient un triste record européen : le nombre de départs de djihadistes (60) pour la Syrie. Mais L. préfère parler d'une autre performance : les 86% de réussite au bac de 2017 contre les 77% attendus : « Ce n'est pas le fruit du hasard. On concentre tous nos efforts sur les maths et le français, et ça marche. » Mais le lycée – un établissement modèle – est surtout à l'avant-garde de la pédagogie : cours de théâtre, arts plastiques, cinéma, bande dessinée, médias, conférences scientifiques, interventions d'artistes. Il est ouvert à tous les courants de pensée. « Mais le jour où j'ai compris que j'avais gagné contre l'obscurantisme religieux, ce fut à l'arrivée de dizaines de familles, toutes musulmanes, à notre grande soirée laïcité. C'était formidable, fraternel, émouvant et surtout rassembleur. Il ne faut braquer personne. Quand je vois une jeune fille voilée ou porteuse d'une robe longue, j'essaye de comprendre pourquoi. Quand un gamin hurle "Allah akbar" dans le couloir, je convoque ses parents dès le lendemain et tout rentre dans l'ordre aussitôt. Le pire, c'est de ne rien faire. Mais j'ai aussi conscience que notre lycée est un îlot de tranquillité au cœur d'une cité où ça pique l'œil de l'Occidental de voir des barbus et des niqabs à tous les coins de rue... »

C. A. et N. H.

est minutieusement préparé : « Ces jeunes filles subissent les pressions de mouvements salafistes extérieurs à nos lycées. Ils testent notre capacité de résistance. Ça passe ou ça casse ! »

À 900 kilomètres de Rouen, une autre femme se désole de l'inertie des pouvoirs publics : Annie Lévy-Mozziconacci. Docteur en génétique à l'hôpital Nord de Marseille, conseillère municipale PS, c'est en tant que mère de famille et cadre à la Fédération des conseils de parents d'élèves qu'elle ressent la pression exercée par les salafistes : « Ce n'est pas un hasard si la mosquée As-Sounna, boulevard National, a été récemment fermée sur ordre du préfet de police au motif notamment que "les prêches qui y sont tenus légitimement le djihad armé". » Mais pour Annie, il y a une raison encore plus pernicieuse : « Si d'autres modes de pensée s'installent dans la tête de ces gamins, c'est parce qu'ils sont "récupérés" à la sortie de l'école par de pseudo-éducateurs qui les aident à faire leurs devoirs. En réalité, ils leur bourrent le crâne de sourates et de hadith hypervolents. » L'élue socialiste va même plus ▶▶▶



►►► loin : « Le prosélytisme religieux se propage même dans le métro que j'emprunte tous les jours pour aller au nord de Marseille. Je vois les "barbus" embrigader les adolescents discrètement à la sortie des collèges. Et je sais par mes contacts dans les quartiers nord que ça marche... »

Annie ne baisse pas les bras pour autant. Mais sans succès : « J'ai demandé au rectorat qu'il accorde des heures d'éducation culturelle à nos ados pour les sortir du périmètre religieux. Niet ! Ce n'est pas la priorité de ces gens-là. Pour ces jeunes, il ne reste plus que Dieu, leur famille – le plus souvent, réduite à leur mère – et, loin derrière, la République. »

« Oui, c'est terrible, c'est par la culture, le savoir, la connaissance qu'on sauvera nos enfants », acquiesce S. T., parente d'élève à l'école primaire Révolution, dans le 3^e arrondissement de Marseille. « Mais je ne parlerai plus à la presse. Je n'ai rien contre Charlie, mais... » C'est que la tension est montée autour d'elle depuis son passage sur TF1. Une courte interview où elle expliquait qu'« un gamin de maternelle refusait de prendre la main d'une maîtresse parce que c'était une femme. À cause de la religion... ». Pas un mot de plus : « Je me suis sentie trahie. J'ai parlé de la misère, du chômage, de la discrimination raciale, notamment dans l'attribution des logements HLM, mais j'ai été coupée au montage. Seul le pire intéresse les médias. »

« DÈS QU'ILS SONT AVEC DES FILLES, LES PROPOS CHANGENT. LES RAPPORTS SONT PLUS APAISÉS »

Notre tour de France se poursuit au gré des enseignants qui veulent bien parler. M. est prof dans un LEP (lycée d'enseignement professionnel) en Haute-Garonne. Remonté contre la progression de l'islam, il se dit sidéré « par le nombre de gamins souvent très défavorisés et qui vous disent droit dans les yeux qu'ils "niquent la France". Il y a quelque chose

DEUX RAPPORTS ALARMANTS

Q uatorze ans après celui de J.-P. Obin, deux autres rapports confirment l'adhésion des jeunes musulmans à la radicalité politique. Le premier, présenté par les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland (mars 2017), s'appuie sur les résultats d'une étude (octobre 2016-mars 2017) ciblant 7 000 élèves de seconde issus de 4 académies et de 21 lycées. Que nous apprend ce rapport ? : « [Les jeunes musulmans] sont trois fois plus nombreux que les autres à défendre une vision absolutiste de la religion. Ils disent aussi que la religion explique mieux la création du monde que la science. D'autre part, quand on combine le degré d'adhésion à cet absolutisme religieux et la tolérance à l'égard de la déviance ou de la violence, on retrouve le même facteur multiplicatif : 4 % des jeunes de toutes confessions

défendent une vision absolutiste de la religion tout en adhérant à des idées radicales, alors que ce chiffre est de 12 % chez les jeunes musulmans de notre échantillon. »

Second rapport : 9 000 collégiens de 5^e, de 4^e et de 3^e, tous de Marseille et d'Aix-en-Provence, méticuleusement interrogés par les équipes de Sebastian Roché, directeur de recherches au CNRS. Les données sont inquiétantes : si 40 % d'entre eux se sentent discriminés à l'école, ils ne sont qu'une petite minorité à justifier la violence contre la police ou contre des personnes pour leurs convictions religieuses ; pour autant, 68 % d'entre eux placent la religion au-dessus des lois de la République et de la laïcité, tout en étant convaincus à 72 % que Dieu, leur Dieu et uniquement le leur, est le créateur de l'humanité.

C. A. et N. H.

d'encore plus dérangeant : le rapport qu'ils entretiennent avec les femmes. Celui que le Coran, prétendent-ils, leur enseigne. Je les sens méprisants et agressifs. Mais ce n'est pas acquis. J'enseigne dans un établissement où la majorité des élèves sont des hommes. Mais dès qu'ils sont avec des filles, les propos changent, les rapports sont plus apaisés. C'est le problème récurrent de la mixité. Que faire quand l'entre-soi religieux, social, culturel, prédomine ? » Mais M. ne veut rien lâcher : « Quand un élève me contredit au profit du religieux, j'essaie toujours de dialoguer. D'où tient-il ses propos ? Conviction ? Théorie du complot ? J'arrive parfois à le retourner. À l'inverse, il y a quelques années j'ai été confronté à trois élèves qui rejetaient la vérité biologique, avec un besoin de se revendiquer par l'attitude, les vêtements, le langage très religieux, la contestation de la théorie de Darwin sur l'évolution des espèces.

Dans tous les cas, j'ai senti l'endoctrinement des parents. » Combatif certes, mais avant tout réaliste : « Il va falloir apporter des réponses aux constats du rapport Obin en 2004. Car la situation s'est aggravée. On voit bien que notre école n'est plus capable d'intégrer comme par le passé. »

Parfois le danger vient de l'encadrement. V. C., principale de collège en Ile-de-France, se souvient d'avoir licencié un assistant d'éducation qui avait refusé de serrer la main aux femmes, annonçant qu'il entamait un jeûne : « J'ai tout essayé pour éviter ça. Mais le jeune homme a persisté dans ses agissements, allant jusqu'à porter une attelle à la main droite. J'ai décidé de l'isoler des élèves, de le suspendre, puis finalement de le licencier. Mais ce qui m'a ébranlée, c'est le manque de soutien du rectorat dans cette affaire... »

Et si le pire était là ? Le désarroi et la confusion... Souvent mal préparés à affronter ces situations, laissés sans directives ni soutien, les profs transigent avec les principes ou sombrent dans le relativisme pour faire face et tout simplement pour pouvoir continuer à enseigner. Ou démissionnent. Comme P., notre pote ex-prof de français, aujourd'hui restaurateur quelque part dans l'Hérault : « Un gâchis, conclut-il. Pas pour moi, tout ça est oublié. Mais pour les gosses... »

Une enquête de Claude Ardid et Nadège Hubert

Sciences de la Terre. Le cochon bientôt exclu des animaux de la ferme ?



1. Bernard Ravet, *Principal de collège ou imam de la République ?*, éd. Kero, 2017.
2. « Dieu rackette dans les cours d'école », *Charlie Hebdo*, n° 1312, 13 septembre 2017.
3. Rapport Jean-Pierre Obin, 37 pages, juin 2004, media.education.gouv.fr/file/02/6/6026.pdf
4. Anne-Sophie Nogaret, *Du mammoth au Titanic. La déséducation nationale*, éd. L'Artilleur, 2017.